

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/LDC/11
13 février 2002

(02-0722)

Sous-Comité des pays les moins avancés

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA) ADOPTÉ PAR LE SOUS-COMITÉ DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

12 février 2002

1. Le paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha¹ donne pour instruction au Sous-Comité des pays les moins avancés (ci-après dénommé le Sous-Comité) de faire rapport au Conseil général, à la première réunion qu'il tiendra en 2002, sur un programme de travail convenu.
2. Dans la Déclaration ministérielle de Doha, les engagements pris à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA-III) ont été réaffirmés et il a été convenu que l'OMC devrait tenir compte, dans l'élaboration de son programme de travail, des éléments liés au commerce, conformes au mandat de l'OMC, de la Déclaration et du Programme d'action de Bruxelles. En conséquence, le programme de travail ci-après a été adopté par le Sous-Comité le 12 février 2002.
3. Il est extrêmement important que les résultats des travaux du Sous-Comité reflètent les intérêts des PMA. Leur participation large et effective aux délibérations du Sous-Comité est particulièrement nécessaire lors de l'élaboration et de l'exécution du programme de travail. Pour permettre la participation la plus large possible des PMA Membres et Observateurs sans représentation à Genève, en particulier quand des points qui les intéressent directement – tels que l'accession – figurent à l'ordre du jour, les réunions du Sous-Comité seront programmées, lorsque cela sera possible, en même temps que la Semaine de Genève (prévue cette année pour avril et octobre). Compte tenu de la capacité limitée des délégations des PMA, le programme de travail portera principalement sur les domaines dans lesquels il peut apporter un plus et évitera les chevauchements avec les programmes de travail des autres organes de l'OMC.
4. La Déclaration ministérielle de Doha a expressément reconnu les besoins, intérêts et préoccupations spécifiques des PMA dans 21 paragraphes différents.² Ces considérations se subdivisent en deux grandes catégories. Elles concernent de vastes questions systémiques et relèvent du mandat de négociation de certains organes de l'OMC.
5. Compte tenu des engagements mentionnés ci-dessus, le programme de travail de l'OMC en faveur des PMA portera sur les questions systémiques ci-après:
 - a) accès aux marchés pour les PMA;

¹ WT/MIN(01)/DEC/1, 20 novembre 2001. (La Déclaration ministérielle a été adoptée le 14 novembre 2001.)

² Il s'agit des paragraphes 2, 3, 9, 15, 16, 21 et 22, 24 et 25, 26, 27, 28, 32 et 33, 36, 38 et 39, 42 et 43, 44 et 50.

- b) initiatives concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce en faveur des PMA;
- c) fourniture, selon qu'il conviendra, d'un soutien aux organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des PMA;
- d) intégration, selon qu'il conviendra, dans les travaux de l'OMC des éléments du Programme d'action PMA-III liés au commerce qui correspondent au mandat de l'OMC;
- e) participation des PMA au système commercial multilatéral;
- f) accession des PMA à l'OMC; et
- g) suite donnée aux Décisions et Déclarations ministérielles de l'OMC.

a) Accès aux marchés pour les PMA

6. Au paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Membres se sont engagés "en faveur de l'objectif d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires des PMA" et "à envisager des mesures additionnelles qui permettent d'apporter des améliorations progressives à l'accès aux marchés pour les PMA".

7. Le programme de travail comprendra donc les éléments suivants:

- i) identification et examen des obstacles à l'accès aux marchés, y compris les obstacles tarifaires et non tarifaires, entravant l'entrée des produits des PMA sur les marchés présentant un intérêt pour eux;
- ii) examens annuels, au Sous-Comité³, des améliorations de l'accès aux marchés, de toutes mesures prises par les Membres en matière d'accès aux marchés, y compris l'identification des obstacles signalés entravant l'accès des produits des PMA aux marchés présentant un intérêt pour eux. Ces rapports seront établis sur la base des études factuelles annuelles réalisées par le Secrétariat de l'OMC; et
- iii) examen des mesures additionnelles possibles permettant d'apporter des améliorations progressives et prévisibles à l'accès aux marchés, en particulier l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurtent les produits exportés par les PMA et de nouvelles améliorations des programmes d'accès préférentiel, tels que les schémas SGP.

8. Des rapports sur ces travaux seront présentés chaque année au Comité du commerce et du développement. Ces rapports viseront à mettre en lumière les préoccupations des PMA dans le contexte des négociations se déroulant dans d'autres organes de l'OMC mais en reconnaissant pleinement l'intégrité des mandats de ces organes. Le premier rapport sera présenté après la dernière réunion de 2002 du Sous-Comité afin que des mesures de suivi concrètes puissent être prises en 2003.

³ Voir le paragraphe 34 du document WT/COMTD/LDC/M/25 pour les procédures de notification des mesures d'accès aux marchés visant expressément les PMA.

b) Initiatives concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce en faveur des PMA

9. Au paragraphe 2 de la Déclaration, les Membres de l'OMC ont affirmé l'importance du rôle de l'assistance technique et du renforcement des capacités. Ils ont pris des engagements spécifiques concernant la coopération technique et le renforcement des capacités dans onze paragraphes opérationnels de la Déclaration.⁴ Dans ces onze paragraphes différents ainsi que dans la *Nouvelle stratégie de coopération technique de l'OMC pour le renforcement des capacités, la croissance et l'intégration*⁵, il est convenu que la priorité sera donnée, en particulier, aux PMA. Au paragraphe 43 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont entériné le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en tant que modèle viable pour le développement du commerce des PMA, et ont invité instamment les partenaires de développement à accroître sensiblement leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale destiné au Cadre intégré. Ils ont aussi exhorté les organisations participant au Cadre intégré à étudier, en coordination avec les partenaires de développement, la possibilité d'améliorer le Cadre intégré en vue de traiter les contraintes des PMA en ce qui concerne l'offre et d'étendre le Cadre intégré à tous les PMA.

10. Conformément à ce mandat, le Sous-Comité surveillera les aspects suivants et fera des recommandations à leur sujet, selon qu'il conviendra⁶:

- i) mise en œuvre du Programme pilote pour le Cadre intégré et mesures de suivi dans les pays pilotes;
- ii) examen du Cadre intégré et évaluation du Programme pilote dans divers PMA;
- iii) extension du Programme pilote pour le Cadre intégré aux autres PMA;
- iv) activités d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce menées au profit des PMA par les organisations basées à Genève, les autres organisations et les donateurs bilatéraux en vue de favoriser la circulation et la coordination des informations, la cohérence des approches, et la hiérarchisation/l'échelonnement des activités de soutien des stratégies de développement des PMA. Ces activités comprendront le soutien fourni en vue de la diversification de la production et de la base d'exportation des PMA; et
- v) soutien sous forme d'assistance technique en faveur des PMA, dans les domaines des négociations convenues à Doha.

11. Les résultats du processus de surveillance et d'examen mené par le Sous-Comité feront chaque année l'objet d'un rapport au Comité du commerce et du développement et feront partie intégrante du présent programme de travail.

⁴ Paragraphes 16, 21, 24, 26, 27, 33, 38 à 40, 42 et 43.

⁵ Entérinée par les Ministres au paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle de Doha.

⁶ La fonction de surveillance visée aux trois premiers tirets de ce paragraphe se rapporte au mandat du Comité directeur du Cadre intégré.

c) Fourniture, selon qu'il conviendra, d'un soutien aux organismes aidant à diversifier la base de production et d'exportation des PMA

12. Au paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres reconnaissent que l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral exige un soutien pour la diversification de leur base de production et d'exportation. En conséquence, Le Sous-Comité examinera des propositions, dans le cadre du mandat de l'OMC, concernant des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités importants pour la diversification de la base de production et d'exportation de ces pays, et appuiera les travaux d'autres organismes dans ce domaine.

d) Intégration, selon qu'il conviendra, dans les travaux de l'OMC, des aspects du Programme d'action PMA-III liés au commerce qui correspondent au mandat de l'OMC

13. Le paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha invite l'OMC à tenir compte, dans l'élaboration de son programme de travail en faveur des PMA, des éléments liés au commerce, conformes au mandat de l'OMC, de la Déclaration et du Programme d'action de Bruxelles. En conséquence, le Sous-Comité envisagera les moyens possibles de mettre en œuvre ces éléments et procédera à une surveillance, effectuera des examens et présentera un rapport au Comité du commerce et du développement chaque année.

e) Participation des PMA au système commercial multilatéral

14. Au paragraphe 3 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres de l'OMC ont reconnu la vulnérabilité particulière des pays les moins avancés et les difficultés structurelles spéciales qu'ils rencontrent dans l'économie mondiale. Ils se sont engagés à remédier à "la marginalisation des pays les moins avancés dans le commerce international et à améliorer leur participation effective au système commercial multilatéral". Au paragraphe 42, les Ministres ont reconnu la gravité des préoccupations exprimées par les PMA dans la Déclaration de Zanzibar adoptée par leurs Ministres en juillet 2001. Les Ministres sont aussi convenus à Doha que "la véritable intégration des PMA dans le système commercial et l'économie mondiale nécessitera[it] des efforts de la part de *tous* les Membres de l'OMC".

15. Conformément à ce mandat relatif à l'amélioration de la participation des PMA dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale, le Sous-Comité:

examinera chaque année le point intitulé: *Amélioration de la participation des PMA au système commercial multilatéral et à l'économie mondiale* et envisagera des recommandations à ce sujet, selon qu'il conviendra. Cet examen fera fond sur les éléments suivants:

- i) programme de négociation des PMA dans le contexte des Déclarations et Décisions ministérielles de Doha;
- ii) initiatives en faveur des pays n'ayant pas de représentation à Genève;
- iii) soutien dans le domaine des technologies de l'information;
- iv) études diagnostiques sur l'intégration du commerce, réalisées actuellement dans le cadre du Programme pilote pour le Cadre intégré, concernant l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral et l'économie mondiale;

- v) participation des pays en développement, particulièrement des PMA, aux activités des organismes internationaux de normalisation; et
- vi) examens des politiques commerciales des PMA.

16. Le Sous-Comité présentera chaque année au Comité du commerce et du développement un rapport sur les résultats du processus d'examen qu'il aura mené pour que le Comité puisse tenir pleinement compte des conclusions auxquelles le Sous-Comité sera arrivé.

f) Accession des PMA à l'OMC

17. Au paragraphe 9 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont indiqué qu'ils attachaient une grande importance à l'achèvement des procédures d'accession, en particulier celles des PMA, "aussi rapidement que possible". Au paragraphe 42, ils sont convenus d'œuvrer pour faciliter et accélérer les négociations avec les PMA accédants et ont donné pour instruction au Secrétariat de l'OMC de traduire dans les plans annuels d'assistance technique établis à l'échelle du Secrétariat de l'OMC la priorité que les Membres accordent à l'accession des PMA. L'importance des accessions de PMA a également été reconnue dans le Programme d'action PMA-III. Les progrès réalisés avant la cinquième Conférence ministérielle en ce qui concerne la question de l'accession des PMA sont importants pour préserver la confiance dans l'OMC et le système commercial multilatéral.

18. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces mandats confiés par les Ministres:

- i) la question de l'accession sera inscrite à l'ordre du jour de deux réunions du Sous-Comité en 2002, l'idéal étant qu'elles coïncident avec la Semaine de Genève afin qu'il soit possible de bénéficier des contributions des PMA accédants qui n'ont pas de représentation à Genève;
- ii) les Présidents des groupes de travail chargés des accessions des PMA et les PMA accédants seront invités à informer le Sous-Comité des progrès réalisés par les groupes de travail dans l'exécution du mandat confié par les Ministres;
- iii) le Président du Sous-Comité présentera un rapport au Conseil général, à la première réunion que celui-ci tiendra en 2003, accompagné de recommandations concrètes, selon qu'il conviendra, convenues au Sous-Comité, sur la mise en œuvre de l'engagement pris par les Ministres de "faciliter et accélérer les négociations avec les PMA accédants";
- iv) le Secrétariat de l'OMC élaborera un rapport sur les résultats des activités d'assistance technique destinées à faciliter l'accession des PMA, qui doivent être prioritaires dans le cadre du plan annuel d'assistance technique établi à l'échelle du Secrétariat. Ce rapport sera examiné par le Sous-Comité des pays les moins avancés; et
- v) un rapport de situation sera présenté par le Directeur général à la cinquième Conférence ministérielle au titre du point intitulé: "Mise en œuvre de l'engagement pris par les Ministres de faciliter et d'accélérer l'accession des PMA."

g) Suite donnée aux Décisions et Déclarations ministérielles de l'OMC

19. Au paragraphe 3 de la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres de l'OMC ont rappelé les engagements qu'ils avaient pris aux Réunions ministérielles de Marrakech, Singapour et Genève, et que la communauté internationale avait pris à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA-III) à Bruxelles, pour aider les pays les moins avancés à réaliser une

intégration véritable et fructueuse dans le système commercial multilatéral. Ils se sont dits résolus à ce que l'OMC joue son rôle pour ce qui est de faire fond effectivement sur ces engagements dans le cadre du programme de travail en cours d'élaboration.

20. En octobre 1997, l'OMC a organisé la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur des PMA.

21. Le Sous-Comité:

- i) inscrira à son ordre du jour un point intitulé "Suite donnée aux Décisions et Déclarations ministérielles", au titre duquel les Membres seront invités à rendre compte des mesures qu'ils auront prises pour respecter ces décisions et déclarations (Réunion de haut niveau; Conférence de Bruxelles; Déclarations et Décisions ministérielles de l'OMC);
- ii) accordera toute l'attention voulue aux domaines prioritaires pour les PMA dans les négociations dans le cadre de l'OMC tout au long de ses travaux; et
- iii) présentera un rapport sur l'assistance technique en faveur des PMA ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 9 ci-dessus.

22. Dans le cadre du présent programme de travail, nous *rappelons* que, dans la Déclaration ministérielle de Doha, les Ministres ont demandé au Directeur général, après avoir mis au point une coordination avec les chefs des autres organisations, de présenter un rapport intérimaire au Conseil général en décembre 2002 et un rapport complet à la cinquième session de la Conférence ministérielle de l'OMC sur toutes les questions concernant les PMA, ainsi qu'il est indiqué dans la Déclaration ministérielle de Doha.

23. Tous les points susmentionnés seront inscrits de manière permanente à l'ordre du jour du Sous-Comité des pays les moins avancés.

24. Comme les Ministres l'ont prescrit, le Sous-Comité convient de faire rapport sur le présent programme de travail au Conseil général, à la première réunion formelle qu'il tiendra le 13 février 2002.

CALENDRIER DES RÉUNIONS DU SOUS-COMITÉ POUR 2002⁷

Date proposée	Réunion
Janvier/février	27 ^{ème} Session du Sous-Comité des PMA
Mars/avril	28 ^{ème} Session du Sous-Comité des PMA
Octobre	29 ^{ème} Session du Sous-Comité des PMA
Décembre	30 ^{ème} Session du Sous-Comité des PMA

⁷ La liste complète des activités d'assistance technique à l'intention des PMA qui seront menées en 2002 est reproduite dans le document WT/COMTD/W/95/Rev.1. Ces activités comprennent, entre autres, les cours de politique commerciale, les programmes d'assistance technique au niveau national, les séminaires et les activités relevant du Cadre intégré.